



Discours

de

**M. Joseph Deiss,
Président de l'Assemblée générale de l'ONU**

**A l'occasion du débat de haut niveau de la
session de fond du Conseil économique et
social**

Palais des Nations, Genève

Le 4 juillet 2011

*Seule la version orale fait foi
Embargo: 4 juillet 2011, 10.00*

Monsieur le Président du Conseil économique et social,

Madame la Vice-secrétaire générale,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

C'est un *privilège* que d'être avec vous aujourd'hui pour participer à l'ouverture du débat de haut niveau du Conseil économique et social.

L'ECOSOC, pour reprendre l'appellation couramment utilisée en anglais, fait partie, avec l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, des *principaux organes intergouvernementaux* des Nations Unies et il est, à ce titre, appelé à jouer un *rôle central* dans la gouvernance mondiale.

Nous entamons aujourd'hui un mois de travaux intensifs. Si nous voulons que le monde nous remarque, nous regarde et nous écoute, nos débats

doivent avoir une *valeur ajoutée* par rapport à ce qui se dit dans d'autres forums et ils doivent permettre de faire une différence, sur le terrain, au quotidien.

Le thème choisi pour ce *débat* est *l'éducation*. Nous connaissons tous l'importance de l'éducation pour l'épanouissement individuel et pour la prospérité économique. L'éducation est essentielle à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. C'est un vecteur majeur pour le changement social et l'autonomisation des femmes. L'impact positif de l'éducation sur la réduction de la pauvreté, sur la santé et, plus généralement, sur l'ensemble des Objectifs du millénaire pour le développement est solidement établi.

C'est un thème d'une grande actualité. Nous sommes à moins de cinq ans de l'échéance pour la *réalisation des Objectifs du millénaire* pour le développement et de nombreux défis empêchent de considérer la tâche comme accomplie, notamment en ce qui concerne les objectifs pour l'éducation.

Dans de nombreux pays, de grands progrès ont été faits pour la scolarisation primaire des enfants, mais dans les pays les moins avancés, dans les petits Etats en développement insulaires et enclavés, et dans les pays qui sortent d'un conflit, beaucoup reste encore à faire.

En outre, on constate bien trop souvent de fortes disparités dans l'éducation entre les riches et les pauvres, entre les ruraux et les urbains, entre hommes et femmes, entre fillettes et garçons.

Quelles sont les difficultés à surmonter? Comment la communauté internationale peut-elle mieux avancer pour l'accès universel à une éducation de qualité? Il est important de donner une réponse à ces questions et la session de fond va y contribuer.

A l'heure où dans de nombreux pays les *jeunes*, même diplômés, sont au chômage et s'en indignent, d'autres questions se posent avec urgence.

Comment faire pour que l'éducation offre une

perspective d'intégration ? Comment être en phase avec les besoins du marché du travail ? Il me semble fondamental dans la discussion d'un thème qui est aussi vaste et qui est traité également dans d'autres instances internationales que l'ECOSOC donne une attention particulière aux aspects économiques et sociaux de l'éducation.

Plus fondamentalement, c'est en se saisissant de questions économiques stratégiques et d'actualité que l'ECOSOC peut s'affirmer comme un acteur majeur sur la scène internationale. Nous sommes, en ce début de 21^{ème} siècle, dans le besoin urgent d'une *gouvernance économique globale* pour faire face aux défis globaux et assurer une croissance économique mondiale équilibrée et durable. Le système doit être représentatif, efficace et cohérent ; il doit articuler leadership, légitimité et expertise. L'ECOSOC, en tant que principal organe intergouvernemental onusien responsable des questions économiques et sociales, a un rôle central à jouer dans cette gouvernance.

Nous devons nous donner les moyens d'un ECOSOC fort. L'adoption de la *résolution 61/16* marque un premier pas dans le renforcement de l'ECOSOC. J'ai eu l'occasion cette année de conduire, avec le soutien efficace de son Excellence l'Ambassadeur Errazuriz, représentant permanent du Chili auprès des Nations Unies à New York, l'examen de la mise en œuvre de cette résolution et j'ai soumis un certain nombre de recommandations aux Etats membres. J'encourage vivement tous les Etats membres à considérer ces recommandations et à prendre les mesures nécessaires pour les mettre en œuvre.

Ceci est un premier pas, il est important, mais il ne suffit pas. Alors que nous assistons à l'affirmation sur la scène internationale d'un groupe informel comme le G20 qui se revendique comme le forum prééminent de la gouvernance économique mondiale, il y a, il me semble, une *réforme plus substantielle* de l'ECOSOC à entreprendre pour éviter sa marginalisation.

Le G20 a montré sa capacité à gérer, de manière coordonnée et rapide, la crise économique et financière de 2008. Mais l'efficacité ne fait pas la légitimité. L'ECOSOC n'aurait-il pas pu jouer un *rôle plus important* dans ce contexte ?

L'Assemblée générale a tenu, la semaine passée à New York, un *débat thématique* sur la gouvernance économique globale. *L'avantage comparatif de l'ECOSOC* comme détenteur de la légitimité pour la gouvernance économique globale, et, à ce titre, son *potentiel* comme acteur majeur de cette gouvernance et comme partenaire naturel du G20 ont été clairement reconnus.

L'ECOSOC, garant de la légitimité, doit s'imposer comme le lieu où les acteurs de la gouvernance économique globale, comme le G20, comme les institutions multilatérales et programmes spécialisés en matière économique doivent venir rendre des comptes. Pour qu'une interaction systématique

s'établisse avec le G20 et que l'ECOSOC s'affirme comme un interlocuteur crédible, il faut renforcer la compétence économique du Conseil et il faut aussi de toute urgence recalibrer son mandat, en le concentrant sur les questions qui sont véritablement des questions économiques et sociales.

Monsieur le Président du Conseil économique et social,

Madame la Vice-secrétaire générale,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Ceci sont quelques pistes que je vous offre pour réflexion et je l'espère action. Nous avons commencé à réformer l'ECOSOC, ne nous arrêtons pas dans notre élan. Je vous souhaite une excellente session de fond.